



Paris, le 16 septembre 2010

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le jeudi 16 septembre 2010, le journal *Le Parisien* a consacré ses trois premières pages à une prétendue intervention du Directeur Général de la Police Nationale en faveur de son fils mineur en date du 17 février 2009. Ces articles ont ensuite été repris en boucle par l'ensemble des médias, suscitant un réel malaise au sein de notre institution.

Cette affaire, qui remonte à plus d'un an et demi, est curieusement évoquée dans un contexte particulier où le Directeur Général de la Police Nationale est déjà visé par d'autres médias pour une affaire emblématique du moment.

Le SICP déplore cette campagne délétère qui vise à dénigrer le plus haut responsable de la police nationale qui ne semble pourtant être intervenu dans cette affaire qu'au titre du « bon père de famille ».

En effet, rien ne nous permet de penser que des instructions émanant du DGPN aient été données pour influencer sur le bon déroulement de ce dossier. A travers ce type d'article de presse, c'est le fonctionnement même de notre institution qui est aujourd'hui mis en cause en laissant entendre que des pratiques policières conduiraient à garantir à certaines personnalités ou hauts responsables une impunité de fait, pour eux comme pour leurs proches.

Une fois de plus, la police nationale semble être instrumentalisée à des fins politiques pour alimenter une campagne de dénigrement des institutions chargées de veiller à la sécurité de nos concitoyens.

Le SICP apporte ainsi son soutien plein et entier à Frédéric PECHENARD, confronté à une polémique suscitée par une certaine presse partisane au sujet d'une « affaire » qui ne relève visiblement que d'une banale bêtise d'adolescent et qui n'a d'autre objectif que de jeter l'opprobre sur toute une institution en visant son plus haut représentant.

Le Bureau National du SICP